

factures. Ne comptez pas sur les largesses du gouvernement fédéral.»

C'est dans cet esprit-là qu'il faut gérer les finances du pays dans les années 90. À quoi sert de dire: «Autrefois le gouvernement fédéral avait ce qu'il fallait pour effectuer des transferts massifs»? Cela c'est de l'histoire ancienne. Ce n'est pas une raison pour que ces transferts massifs se répètent à perpétuité. C'est impossible. Il faudrait quand même qu'on tienne compte des responsabilités budgétaires. Ces gens-là disent qu'ils veulent gouverner. Le Parti libéral prétend s'appuyer sur l'opinion publique, et se vante d'un appui massif dans le public.

S'il fallait qu'ils prennent le pouvoir, comment pensent-ils qu'ils paieraient leurs factures? Pensent-ils qu'ils vont trouver derrière le Parlement des arbres où pousseront des billets de 100 \$? Ou au contraire entendent-ils réorganiser les finances publiques d'une façon plus sensée, comme c'est prévu par exemple au projet de loi C-69?

Il y a malheureusement au pays des riches et des pauvres, mais en tout cas les riches sont capables de faire leur part. S'il y a une façon raisonnable de procéder, c'est bien les solutions concrétisées dans ce projet de loi que le ministre des Finances avait présentées dans son budget. Prétendre que dans les provinces riches on ne s'occupera pas des mères seules qui reçoivent l'assistance sociale, c'est dire que les trésoriers et les ministères de la Santé des provinces riches sont mesquins, parce que la loi elle-même n'est rien d'autre qu'une loi de partage des frais, sauf que le gouvernement fédéral a dit: «Minute, pour l'instant, nous ne pouvons pas payer notre part des frais sans limite. Nous limitons notre part des frais à 5 p. 100. Si vous voulez faire plus, allez-y.»

Les provinces riches devraient faire beaucoup plus, parce qu'elles en ont l'obligation. Elles ont un budget en équilibre. Elles ont souvent des excédents ou pourraient facilement en avoir.

Dans ma province, le gouvernement libéral a grossi l'effectif de la fonction publique de 9 000 fonctionnaires en quatre ans et demi. Ce n'est pas quelque chose cela? A-t-on jamais vu cela? Il n'est vraiment pas dans la misère. Il a une armée de fonctionnaires. Il pourrait se serrer la ceinture. Il pourrait en faire beaucoup plus pour les mères seules qui bénéficient de l'assistance sociale. Quand on a un budget équilibré, il faut être mesquin pour rejeter le blâme sur le gouvernement fédéral parce qu'il abaisse le plafond du RAPC. Cela ne correspond certainement pas aux concepts du genre de pays que les Canadiens devraient bâtir.

Initiatives ministérielles

Mais ne vous méprenez pas. Personne de ce côté-ci de la Chambre n'aime réduire les dépenses sociales, mais les ministériels doivent se montrer responsables. C'est facile de toujours en réclamer davantage. Mais il faut savoir assumer ses responsabilités. Il faut prendre les choses en main. Voyons s'ils peuvent justifier la position qu'ils occupent dans les sondages, ou si leur succès vient du fait que nous soyons impopulaires? Si vous leur donnez votre vote, vous perdez votre vote. Ils ne font pas preuve de leadership et ils ne proposent aucune politique. Le projet de loi dont nous sommes saisis est raisonnable parce qu'il nous permet de résoudre les problèmes que posent le FPE, le RAPC, la croissance des dépenses et les paiements de transfert que le gouvernement fédéral verse aux provinces.

Est-il juste que le gouvernement fédéral limite la croissance de ses ministères à moins de 3,5 p. 100 tous les ans depuis 1984 tandis que les paiements de transfert continuent d'augmenter de 6 à 7 p. 100 chaque année? Est-il juste que ces paiements de transfert excèdent tous les ans la croissance des ministères fédéraux à cause d'une entente conclue il y a longtemps? C'est d'ailleurs pour ces raisons que le Canada s'est retrouvé en si mauvaise posture. Il faut sortir le pays de cette impasse. Il faut le remettre sur pied pour qu'il puisse acquitter ses factures. Nous ne pouvons pas régler nos factures en encourageant les prodigalités des provinces. Le temps est venu pour l'opposition de comprendre cela et pour ses orateurs de parler avec circonspection, de faire leur examen de conscience et de se demander d'où l'argent est censé venir, de prêter plus attention au déficit et de cesser de toujours en demander plus même avec la panse pleine.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Madame la Présidente, j'ai beaucoup de respect pour le député de Mississauga-Sud.

Je voudrais vous dire que, aujourd'hui, il citait des propos qui faisaient son affaire. Il n'y a que deux provinces dont le budget est équilibré. Je ne suis pas ici aujourd'hui pour défendre les provinces. Je suis porté à croire que, à certains égards, elles devraient supporter une plus grande part du fardeau.

Ce que les députés de ce côté-ci de la Chambre tentent de dire, c'est que si la productivité s'accroît, le pays produira tout à coup des biens et des services qui coûteront beaucoup moins cher, ce qui favorisera l'investissement étranger et fera baisser les taux d'intérêt et se répercutera en fin de compte sur tous les aspects de la vie économique, des paiements hypothécaires jusqu'au service de la dette nationale. Lorsque vous demandez ce que les députés de ce côté-ci feront pour payer les dépenses,